
Les temps de l'insertion ; itinéraires de jeunes femmes de milieu populaire

The transition to work period: the itineraries of girls of modest origins

Eingliederungsphasen: berufliche Werdegänge junger Frauen aus sozial schwachen Schichten

Armelle Testenoire



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2861>

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2006

Pagination : 79-93

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Armelle Testenoire, « Les temps de l'insertion ; itinéraires de jeunes femmes de milieu populaire », *Formation emploi* [En ligne], 93 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 11 mars 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2861>



Les temps de l'insertion ; itinéraires de jeunes femmes de milieu populaire

Par Armelle Testenoire*

Les récits biographiques montrent combien les calendriers familiaux et professionnels peuvent s'entrechoquer ou bien s'articuler. Dans ce processus, chaque étape n'est pas décisive en soi mais ouvre la voie à la suivante. Devenir mère plus tôt ou plus tard est souvent déterminant.

Jusque dans les années 70, l'accès à l'emploi des sortants du système éducatif a été perçu comme un phénomène quasi instantané. Depuis cette date, sa dynamique temporelle est devenue centrale tant au niveau des politiques de l'emploi qu'en termes de recherches (Vernières, 1997). Les enquêtes longitudinales permettent alors d'appréhender le processus d'insertion professionnelle dans sa durée. Ce passage de l'école à l'emploi s'intègre cependant dans un processus plus large de transition à l'âge adulte. Au cours de la jeunesse se construit une autonomie progressive tant économique qu'affective. Ainsi, nous analyserons l'interférence des calendriers professionnels et familiaux. La manière dont ils s'enchaînent, ou au contraire s'entrechoquent, configure des parcours d'insertion différenciés.

Cette question a une acuité particulière pour les jeunes femmes. La division sexuée du travail génère en effet des temporalités spécifiques. Les hommes s'inscrivent prioritairement dans des temporalités professionnelles, auxquelles s'ajustent celles de la vie privée. La situation est plus complexe pour les

femmes, pour lesquelles le modèle traditionnel, rythmé prioritairement par la famille, est partielle-

* Armelle Testenoire est maître de conférences en sociologie à l'université de Rouen et chercheuse au Groupe de recherche innovations et sociétés (Gris). Ses travaux portent sur les conditions de travail et les trajectoires professionnelles des femmes de milieu populaire ainsi que sur la qualification dans les activités de service. Elle a publié récemment : « L'inactivité : une catégorie statistique, des réalités différentes » in *Jeunes en difficultés, de l'école à l'emploi ?*, Dugué E., Nivolle P. (dir.), L'Harmattan, 2005 et avec Danièle Trancart, « Un accès difficile à l'emploi qualifié ; femmes diplômées de niveau CAP-BEP » in *Des formations pour quels emplois ?*, Giret J.-F., Lopez A., Rose J. (dir), La Découverte, Paris, 2005. Avec Sylvie Monchatre, « Les carrières : entre mirage et réalité » in *A la recherche d'une conciliation des temps professionnels et personnels dans l'hôtellerie restauration*, Relief n° 7, Céreq, 2004.

ment ébranlé. Pour elles, l'enjeu consiste à conjuguer, dans leurs biographies, les temporalités familiales et professionnelles. Comment s'agencent les différentes étapes de transition? Ces agencements sont-ils compatibles avec les temporalités du marché du travail?

Notre démarche s'articulera en trois temps. Dans un premier temps, consacré à la méthode d'enquête, nous mettrons en évidence l'apport de la méthode biographique à la compréhension des processus de transition. Le deuxième temps constatera l'existence de deux modèles de transition à l'âge adulte, opposés par l'agencement des temporalités familiales. Leurs effets en termes de socialisation professionnelle seront l'objet de la troisième partie.

L'APPORT DES RÉCITS BIOGRAPHIQUES À LA COMPRÉHENSION DES PROCESSUS DE TRANSITION

L'étirement temporel de la période de transition a suscité le développement d'enquêtes longitudinales¹, appréhendant les calendriers de plus en plus diversifiés de passage à l'âge adulte. Dans cette perspective, les enquêtes « Génération » du Céreq se sont centrées sur les transitions professionnelles. Dans l'enquête « Génération 92 » du Céreq, l'itinéraire professionnel des sortants du système scolaire est reconstitué selon un calendrier mensuel pendant leurs cinq premières années d'activité. Si cette enquête décrit finement les itinéraires professionnels et de formation, son apport est plus restreint en termes de décohabitation et de constitution d'une famille. Ces dimensions ne sont pas explorées par un suivi longitudinal mais par des questions transversales, destinées uniquement à contextualiser les parcours professionnels. Les calendriers familiaux y sont peu renseignés.

L'exploitation quantitative des données de l'enquête « Génération 92 »² a révélé une différenciation des

parcours professionnels des jeunes de niveau CAP-BEP³ au cours de leurs cinq premières années d'activité (Testenoire, Trancart, 2001). Cinq types de trajectoires ont été mises en évidence : l'inactivité, le chômage récurrent, l'emploi non qualifié d'ouvrière, l'emploi non qualifié d'employée, l'emploi qualifié. Deux d'entre elles ont retenu notre attention : d'une part, les femmes qui accèdent à des emplois qualifiés ; d'autre part, celles qui sortent du marché du travail. Comment expliquer ces parcours opposés ? Ni leurs cursus de formation, ni leurs origines sociales, tels qu'ils sont identifiés par les variables de l'enquête quantitative, ne diffèrent de manière significative. Ce constat invite à explorer les biographies familiales et à les mettre en perspective avec les calendriers professionnels, ce que n'autorise pas l'enquête « Génération ». C'est dans cette perspective que s'est construite une enquête complémentaire par entretiens biographiques. L'enquête qualitative a été menée auprès de deux groupes d'une vingtaine de femmes de niveau V, issues de l'échantillon haut-normand de l'enquête « Génération 92 ». Le premier est constitué de femmes sorties du marché du travail⁴, le second de femmes qui, au terme des cinq premières années de leur vie active, soit ont accédé à un emploi qualifié du tertiaire ou de l'industrie, soit se sont installées à leur compte. Les entretiens ont étendu à dix ans la durée de reconstitution des biographies. Ce recul, plus important que celui de l'enquête « Génération », intègre les différentes étapes de constitution d'une famille ainsi que des bifurcations professionnelles postérieures à la primo-insertion.

Les entretiens biographiques pour cerner des processus sociaux

Les données longitudinales repèrent les événements selon une suite chronologique de positions codifiées *a priori*, visant à objectiver les itinéraires. La standardisation du questionnement autorise une agrégation des données et leur traitement statistique. Par contraste, les entretiens biographiques reposent sur une reconsti-

¹ Citons à l'INSEE les enquêtes « Jeunes » (1992), « Jeunes et carrières » (1997), à l'INED « Passage à l'âge adulte » (1993), au Céreq « Enquêtes Génération ». Pour une analyse exhaustive cf. Meron, 2003.

² L'analyse quantitative des données des enquêtes « Génération » du Céreq, sans laquelle l'enquête qualitative n'aurait pas été conçue, a été réalisée par Danièle Trancart (Gris).

³ CAP (certificat d'aptitude professionnelle), BEP (brevet d'enseignement professionnel).

⁴ Les inactives primaires (inactives dès leur sortie du système scolaire) ont été exclues de l'échantillon interrogé.

tution subjective des parcours. Le propre d'un récit biographique réside dans sa forme narrative et dans le fait qu'il s'agit d'une reconstitution *a posteriori* passant par le filtre de la mémoire. Tout récit biographique est une opération de sélection du réel par laquelle l'individu interprète son histoire. Dès lors, une suspicion pèse sur la capacité des récits biographiques à décrire la réalité des parcours. Le récit porte en effet sur trois ordres de réalité : la réalité historico-empirique du parcours biographique (le référent), la réalité psychique constituée par ce que le sujet pense rétrospectivement (le signifié) et enfin la réalité discursive, c'est-à-dire la narration telle qu'elle se produit dans le cadre dialogique de l'entretien (le signifiant) (Bertaux, 1997). Ainsi, entre les faits et le récit s'interposent des médiations, constituées par l'interprétation subjective et les effets spécifiques de la situation d'entretien.

En Europe, la méthode biographique en sociologie s'est développée selon deux courants : les conceptions narrative et réaliste (Chamberlayne, Bornat, Wengraf, 2000). Selon le courant narratif, « *les entretiens ne nous livrent jamais des "faits" mais des "mots"* » (Demazière, Dubar, 1997). Le travail du sociologue se centre sur les mécanismes de production de sens. L'analyse vise à mettre en évidence « *les mondes sociaux* », tels que les sujets les définissent ici et maintenant au cours de l'entretien. Ce courant se focalise ainsi sur la réalité discursive.

Par contraste, la conception réaliste, dans laquelle s'inscrit cette recherche, vise à mettre en évidence les processus sociaux à l'œuvre dans les parcours individuels (Bertaux, 1997). Si les médiations ont un impact sur la narration, les récits s'articulent néanmoins autour d'un « *noyau dur* » que sont les événements

« *la conception
réaliste [...] vise à
mettre en évidence les
processus sociaux à
l'œuvre dans les
parcours individuels* »

vécus (Pollak, 1986). Au-delà de la forme que revêt la narration, l'histoire de l'individu possède une réalité préalable au récit qui est l'objet de l'analyse. Le travail sociologique vise à comprendre un processus social par la mise en perspective d'une pluralité de récits. Certes, dans un premier temps, l'analyste doit entrer dans l'univers de l'interviewé, avec toute sa subjectivité. La

démarche compréhensive induit un mode de « *description dense* » (Geertz, 2003), qui distingue la connaissance issue des entretiens biographiques de celle des données quantitatives. L'empathie nécessaire à toute démarche compréhensive n'est cependant que la première étape de l'analyse. La comparaison des récits entre eux engage une distanciation, susceptible de dégager des processus communs au-delà de la diversité des expériences individuelles.

Une causalité séquentielle pour expliquer les itinéraires différents

Dix ans après leur sortie du système scolaire, les jeunes femmes ont été invitées à retracer leurs parcours familial, scolaire et professionnel. L'échec scolaire est le lot de la majorité des femmes enquêtées. Celui-ci intervient fréquemment dès l'école primaire mais acquiert une plus grande visibilité au collège par les redoublements et les orientations vers des classes de « *rélegation* »⁵ ou à l'issue de la classe de troisième. La plupart des femmes des deux groupes ont effectué leur formation en apprentissage. Une minorité a suivi un cursus sous statut scolaire, soit en raison du choix d'une spécialité peu fréquente en apprentissage⁶, soit en raison d'une réorientation à l'issue d'une seconde générale. Âgées de 28 à 30 ans au moment de l'enquête, toutes les jeunes femmes enquêtées vivent ou ont vécu en couple et sont aujourd'hui mères. Cependant, la décohabitation et la constitution d'une famille ne suivent pas le même rythme pour les deux groupes de femmes. Les femmes aujourd'hui inactives ont toutes été des mères précoces⁷. Dix ans après la sortie du système scolaire, elles sont mères de deux ou trois enfants. Dans l'autre groupe, l'âge à la

⁵ CPA (classes de préapprentissage), CES (classes d'enseignement spécialisé), CPPN (classes préprofessionnelles de niveau).

⁶ BEP sanitaire et social...

⁷ La notion de précocité peut être entendue en plusieurs sens. Soit de manière substantialiste par l'âge biologique (15-19 ans) qui définit la maternité adolescente, soit de manière relative : plus précoces que l'ensemble de leur génération (Battagliola F., Brown E., Jaspard M., « Être parent jeune : quels liens avec les itinéraires professionnels ? », *Économie et Statistique*, n° 304-305, 1997, pp. 191-207). Nous retiendrons ici la définition de Battagliola en la précisant par le critère suivant : la maternité est la première étape des transitions (avant la décohabitation et l'accès à l'emploi). De fait, ces femmes sont toutes des mères adolescentes. Leur âge à la première maternité varie de 16 à 19 ans.

première maternité est plus tardif (24-27 ans). Il approche celui des femmes de leur génération⁸.

Apparemment, rien ne distingue les familles d'origine des femmes des deux groupes : taille des fratries, qualification et emploi des parents, activité ou inactivité de leurs mères, accès ou non à la propriété. Les pères sont majoritairement ouvriers, le plus fréquemment non qualifiés. Les mères ont pour la plupart interrompu leur activité à la naissance de leurs enfants. Celles qui ont repris une activité occupent des emplois non qualifiés du tertiaire : agents de service, employées de maison, assistantes maternelles... Ainsi, les variables traditionnelles telles que l'origine sociale, le cursus de formation ou la situation de la mère à l'égard de l'emploi ne permettent pas d'expliquer la différenciation des itinéraires des jeunes. Une causalité basée sur des variables critériales s'avère ici inopérante. Nous proposons de lui substituer une analyse séquentielle par le recours à la dimension biographique. Ce qui se joue à chacune des étapes, leur temporalité, révèle les ressorts des itinéraires qui conduisent pas à pas les unes vers l'inactivité, les autres vers des emplois qualifiés.

Cette hypothèse a sous-tendu la conduite des entretiens. Les périodes de changement ont fait l'objet d'une attention spécifique, amenant l'enquêtée à mettre au jour l'articulation entre les différents événements (professionnels, familiaux) ainsi que les interactions spécifiques qui ont infléchi son itinéraire. Dans un premier temps, l'analyse s'est attachée à reconstituer la structure chronologique des événements tant familiaux

que professionnels et à les mettre en perspective. Dans un deuxième temps, le travail d'interprétation a été axé sur les périodes de changement. Enfin, au-delà des histoires singulières, le dernier temps de l'analyse a été consacré à l'étude des processus de transition à l'origine des parcours identifiés par l'analyse quantitative. Le passage à l'âge adulte est un « tournant de l'existence » (Hughes, 1986)

« Le passage à l'âge adulte est un "tournant de l'existence" qui s'effectue selon des temporalités différentes pour les deux groupes de femmes enquêtées »

qui s'effectue selon des temporalités différentes pour les deux groupes de femmes enquêtées.

DEUX MODES DE TRANSITION À L'ÂGE ADULTE

La jeunesse est l'âge de la vie où s'opère une double transition : de l'école à l'emploi d'une part, de la famille d'origine à celle de procréation d'autre part. Cette période charnière est scandée par plusieurs événements : la décohabitation, la mise en couple, la constitution d'une famille et l'accès à l'emploi. Ces moments sont autant d'étapes dans l'acquisition d'une autonomie progressive par rapport à la famille d'origine. La manière dont ces étapes vont être franchies – changement d'état brusque par identification à la génération précédente, versus transition progressive – est révélatrice du mode de socialisation, sexué ou non, dans la famille d'origine. Il en résulte des calendriers rythmés, pour les unes, par les événements familiaux, pour les autres, par le temps long de l'insertion. Ce sont ces deux modes de transition et leur impact sur les itinéraires professionnels que nous nous proposons d'analyser.

Les mères précoces : une identification sexuée à la génération précédente

Au sein des familles des femmes aujourd'hui inactives prévaut un mode de socialisation sexué, où la féminité demeure associée à la maternité. L'assignation prioritaire des filles à la sphère domestique relègue au second plan la nécessité de leur faire acquérir un métier. Parallèlement, elles sont soumises à un contrôle strict de leur vie affective qui précipite fréquemment les événements familiaux (maternité et décohabitation).

Les attentes parentales à l'égard des garçons et des filles sont clivées. Les transmissions père-fils s'inscrivent dans le modèle traditionnel, où l'homme est investi de la responsabilité économique de la famille. L'acquisition d'un métier par les garçons est perçue comme un rempart contre le risque de précarisation, qui fut fréquemment le lot des pères⁹. Par contraste,

⁸ L'âge moyen à la première maternité était en 2000 de 27,4 ans (Ined).

⁹ Ouvriers non qualifiés qui ont été affectés, dans de nombreux cas, par des licenciements et l'instabilité des statuts de l'emploi à partir du milieu des années 70.

la formation professionnelle des filles n'est pas un enjeu au sein de ces familles. Soit les parents adoptent une attitude de neutralité – allant même jusqu'à l'indifférence – soit leurs attentes sont purement scolaires. En cas d'échec scolaire, les filles sont livrées à elles-mêmes pour le choix d'une spécialité et pour trouver un maître d'apprentissage. Ainsi Estelle est orientée à la fin de la classe de 5^e vers une classe de préapprentissage, puis entre dans un CFA (centre de formation des apprentis) pour préparer un CAP de cuisine « où il restait des places disponibles ». Alors que son père participe activement à la recherche du stage de son frère qui prépare un CAP industriel, puis le fait embaucher dans l'usine où il travaille, Estelle ne bénéficie d'aucun appui : « C'était à moi de me débrouiller toute seule ! » Faute de mieux, elle effectuera son apprentissage dans une cantine où l'apport en formation est quasi inexistant. Dans d'autres cas, certes minoritaires, la réussite relative de leurs filles au collège incite les parents à les engager dans des études longues : « Mon père était fier, j'étais la première dans la famille qui allait aussi loin ! » Dès le lycée, ce pari sur la scolarisation se révèle être une impasse, contraignant à un retour en formation professionnelle. Le déclassement des « enfants de la démocratisation » a été analysé par S. Beaud (2003), à la différence près qu'ici les femmes n'ont pu accéder au titre de bachelière qu'elles convoitaient. L'enchaînement des événements familiaux ultérieurs rend l'échec de ce cursus plus crucial pour les filles, en raison des charges familiales ultérieures qui pèsent principalement sur elles. Elles ont le sentiment qu'on ne les a pas « laissées saisir leur chance ».

Que l'orientation professionnelle s'effectue précocement ou après un échec au lycée, la socialisation sexuée qui prévaut au sein de ces familles n'engage pas les filles dans l'alternative de l'apprentissage professionnel. Au sein de ces familles, le modèle du métier demeure l'apanage des hommes. Pour les adolescentes, cette voie représenterait une transgression des normes sexuées à un âge où se joue la question cruciale de l'identification sexuelle.

La féminité se construit dans la vie privée, où les attentes parentales sont fortes. Les adolescentes sont soumises à un contrôle strict de leurs fréquentations, qui exprime le souci des parents, et plus particulièrement des mères, de peser sur le choix du futur conjoint. « Les expériences sexuelles des garçons ont

valeur d'apprentissage. Celles des filles sont censées comporter le risque d'un passage à une vie de couple [...] les parents envisagent donc tout partenaire comme un conjoint potentiel. » (Bozon, Villeneuve-Gokalp, 1995, p. 67). Les parents ne reconnaissent pas aux adolescentes le droit à une sexualité. « Ma mère était très vieux jeu. Mon père lui était très serré, serré. Étant jeune, il avait été livré à lui-même, donc il voulait l'inverse pour ses filles. Surtout ses filles, c'était vraiment... C'est ce qui fait que j'ai été enfermée jusqu'à 18 ans. Et puis forcément quand on est enfermée on fait tout ce qui nous est interdit, tout ce qui est possible de faire et qui est interdit ! » (Nathalie). Les conflits sont fréquents entre les adolescentes et leurs parents.

Au sein de ces familles, il n'y a pas de place pour une situation d'entre-deux, où se construit une autonomie progressive. La seule voie pour s'affranchir de la tutelle parentale est l'accès au statut d'adulte. Or devenir adulte comporte une dimension sexuée. L'identification de la féminité à la maternité conduit à envisager la maternité comme l'étape incontournable du « devenir femme ». Elle est un destin féminin, que les femmes ont fait leur. C'est dans ce contexte que se comprend la précocité maternelle, qui concerne l'ensemble des femmes de ce groupe. La première maternité fonctionne comme un rite de passage, en ce sens qu'elle positionne les femmes en tant qu'adultes dans l'ordre des générations et en tant que femmes dans l'ordre des sexes. « Je voulais être une maman jeune, je ne voulais pas rester chez mes parents, je voulais être autonome, c'était en moi ! Je voulais être une femme libérée, une fameuse femme libérée des années 80. » (Isabelle). Isabelle exprime ici de manière consciente ce qui est diffus dans de nombreux entretiens : la maternité est une voie, certes paradoxale, d'émancipation par rapport à la famille d'origine. Les femmes conquièrent le droit à une vie affective autonome, qui n'a pu être négocié progressivement. Elles deviennent par la maternité les égales de leurs mères.

« la maternité est une
voie, certes paradoxale,
d'émancipation par
rapport à la famille
d'origine »

Le sens symbolique fort que revêt la maternité au sein de leur milieu d'appartenance relativise l'hypothèse de la grossesse accident, parfois évoquée dans les entretiens. Celle-ci est effectivement fortuite, au sens

où son moment précis n'est pas le fruit d'un choix délibéré. Les femmes s'en remettent à la nature et assument les risques inhérents à leur sexualité¹⁰. La première maternité est vécue comme un événement spontané qui survient à son heure, sans que son calendrier soit l'objet d'une quelconque maîtrise. Alors que l'âge moyen à la première maternité s'élève¹¹, la transmission intergénérationnelle d'un modèle de précocité maternelle perdure au sein de ces familles.

La maternité est la première étape qui inaugure les transitions. Elle est un seuil de « sortie » qui signe tout à la fois la fin de la tutelle parentale¹² et celle de la dépendance économique. Les femmes ne passent pas par cet « état de relative apesanteur économique » (Mauger, 1995, p. 26) qui caractérise la jeunesse, où l'assistance de la famille d'origine accompagne l'insertion. Certaines femmes, mères célibataires, bénéficient quelque temps de l'Allocation Parent Isolée avant de vivre en couple¹³. Dans d'autres cas, l'accueil de l'enfant, qui s'effectue en couple, précipite la vie commune. Pour toutes, les questions de la décohabitation et de l'indépendance financière se posent à brève échéance. Pressées par l'urgence économique, les femmes et leurs conjoints sont contraints d'accepter les emplois les plus précaires : temps partiel court pour les femmes, intérim pour les hommes. L'instabilité de ces emplois, couplée aux faibles salaires, place les jeunes couples dans une situation d'incertitude permanente du lendemain. Privés des solidarités familiales, précieuses lors de la période de recherche d'emploi, ils sont amenés à assumer seuls, ou avec l'aide des travailleurs sociaux, la pression économique qu'exercent l'indépendance résidentielle et la responsabilité d'une famille. La succession des événements familiaux obéit à un rythme propre, déconnecté de celui de l'insertion professionnelle. La dissociation entre les temporalités familiale et professionnelle crée un chevauchement des événements. Dans ce contexte, les marges de manœuvre des femmes sont restreintes. Cette situation est très rapide-

ment cumulative. L'insécurité de l'emploi et des revenus génère un horizon à court terme, dont il est difficile de s'extraire. Pour autant, à cette étape de leur vie, les femmes ne sont pas en mesure de différer les engagements familiaux, qui pour elles priment.

Une autonomie progressive pour les femmes en emploi

Par contraste, les familles du deuxième groupe rompent avec un modèle éducatif sexué. L'investissement parental dans la formation professionnelle des filles en est le fait le plus saillant. Conscientes des risques des études longues, ces familles visent à doter chaque enfant, garçon ou fille, d'un passeport minimum pour l'emploi¹⁴.

« Par leur attitude, les pères autorisent leurs filles à adopter un rapport au métier jusqu'alors connoté masculin »

Des pères et des mères, n'ayant aucune qualification, recherchent activement un maître de stage puis effectuent un suivi rapproché de la formation. « Mes parents se sont beaucoup investis, pour tous les quatre¹⁵, une fois qu'on avait choisi notre voie professionnelle, ils nous ont bien suivis... alors

que bon... quand c'était scolarité normale, bon...ils ne s'investissaient pas plus que ça ! » (Katia). Ils réalisent à travers leurs enfants, filles et garçons, les aspirations qu'ils n'ont pu concrétiser. L'implication maternelle est déterminante en raison de l'identification qui se joue dans les transmissions mères-filles (Ferrand, Imbert, Marry, 1999) : la féminité n'est plus exclusivement associée à la maternité. Le rôle des pères est également décisif. Par leur attitude, ils autorisent leurs filles à adopter un rapport au métier jusqu'alors connoté masculin.

Le souci de la qualification des filles s'intègre dans une attitude éducative globale où le modèle masculin

¹⁰ Les premiers rapports sexuels non protégés disparaissent peu à peu, passant de 51 % en 1970 à moins de 10 % en 1990 (Bozon, 2005). Ils surviennent principalement dans les familles qui déniaient aux adolescentes le droit à la sexualité (Bajos, Ferrand, 2005).

¹¹ De plus de trois ans en 25 ans (1975-2000).

¹² Cette étape coïncide également dans de nombreux cas avec la majorité civile.

¹³ La constitution d'un couple suit peu après dans la quasi-totalité des cas.

¹⁴ Seuls certains benjamins s'engageront dans des cursus longs mais toujours professionnalisants tant au lycée (bacs professionnels ou technologiques) qu'en post bac (brevet de technicien supérieur, diplôme universitaire de technologie).

¹⁵ Deux filles, deux garçons.

sert de référence. Ce principe éducatif ne concerne pas seulement les familles de filles¹⁶ mais également les fratries mixtes. La liberté de sortie, dont bénéficiaient les garçons¹⁷, est symbolisée par le permis de conduire, suivi par l'acquisition d'une voiture. L'extension de ce privilège aux filles marque leur désenfermement. Les parents signifient ainsi aux filles que l'espace public leur est ouvert autant qu'à leurs frères. « *J'ai toujours eu une voiture parce que pour moi c'était primordial ! C'était l'indépendance !* » (Elodie, zone rurale). Outre sa dimension symbolique, la liberté de circulation favorise l'individuation, notamment par rapport aux hommes (petits amis). Ultérieurement, le permis se révélera un atout précieux lors de la recherche du premier emploi.

L'autonomie qui est accordée progressivement aux jeunes est accompagnée. Les parents servent de filet protecteur pendant la période d'insertion. La décohabitation est différée après l'obtention d'un emploi stable. Cette période de transition prépare le départ. Aidées par leurs parents, les femmes mettent à profit leurs premiers salaires pour passer le permis, acheter une voiture ou tout simplement épargner. Leurs projets, similaires à ceux de leurs frères, favorisent leur autonomie ultérieure. Katia, qui habite à la campagne, achète une petite maison qu'elle retape avec l'aide de ses frères : « *J'avais ça en tête. J'ai toujours aimé, ça doit être lié à mon père parce qu'il a toujours bricolé avec nous... Donc j'ai sauté sur l'occasion ! J'ai fait l'achat seule avant d'avoir un enfant, avant qu'on soit ensemble. Comme j'étais déjà embauchée, mes parents se sont portés caution alors que je n'avais que 22 ans quand même... à la banque ils étaient un peu étonnés ! Mon frère a fait la même chose un an ou deux après.* » Lorsque quelques années plus tard les conjoints se sépareront, Katia demeurera seule propriétaire de la maison. Stéphanie épargne pour préparer l'avenir : « *J'ai placé mon argent aussitôt que j'ai commencé l'apprentissage. J'étais chez mes parents logée, ça permet de mettre un peu d'argent de côté. On ne sait pas ce que l'avenir nous réserve !* » Son apport personnel lui

permettra de s'installer avec son conjoint en devenant associée à part entière.

Pour ces jeunes femmes, l'avenir professionnel reste à construire. Dans une dynamique d'ascension sociale, leur objectif est de construire un futur en rupture avec leur avenir probable ainsi qu'avec la situation de leur famille d'origine. Cette attitude face à l'existence se concrétise par une stratégie à moyen ou long terme, où les différents événements sont planifiés. La volonté d'échapper à la précarité économique requiert une forte mobilisation qui passe par le renoncement à des satisfactions immédiates (Schwartz, 1990). La maîtrise de la fécondité est centrale dans ces dynamiques de mobilité ascendante (Terrail, 1995). « *Deux c'est bien, faut les élever ! ça coûte cher, moi j'aimerais bien en avoir 3, 4, en avoir plein mais si c'est pour rien leur donner je préfère en avoir 2. C'est pas simplement avoir des enfants, c'est aussi les nourrir, les habiller correctement et leur offrir des vacances, que moi je n'ai pas eues !* » (Alexia)

La stabilisation professionnelle des deux conjoints est l'objectif premier, auquel les autres sont soumis. Il existe un « *ordre des choses* » : l'enfant n'arrive que lorsque ses parents peuvent lui assurer un confort matériel, dans un environnement sécurisant. L'âge à la première maternité est de ce fait plus tardif. « *On avait des objectifs à atteindre. Le plus important c'était l'emploi parce que sans emploi sûr on ne peut rien faire. C'était la priorité. On avait prévu d'avoir d'abord tout ce qu'il faut autour avant de pouvoir accueillir un enfant correctement. Nous on voulait être installés, bien installés, mariés... enfin démarrer normalement quoi ! [...] ça ne sert à rien d'aller trop vite si c'est pour se casser la gueule, ce n'est pas la peine !* » (Pierre et Isabelle). La maison individuelle est un symbole fort d'ascension sociale. Elle signifie une rupture avec les quartiers populaires et la promiscuité de l'habitat collectif. « *La ville ça devient insupportable ! On a goûté à la ville de D., c'est bon ! Ici c'est tranquille. On est chez nous, on n'a pas à squatter chez les autres parce qu'en appartement c'est ça !* » (Isabelle). Compte tenu de leur budget, la seule alternative au HLM (habitation à loyer modéré) est l'habitat rural, en location ou en accession à la propriété. Il répond au souci d'élever ses enfants à l'abri des quartiers et des écoles de relégation. L'horizon de ces couples est l'accès au mode de vie des classes moyennes. Les étapes se succèdent selon un ordre quasi immuable :

¹⁶ L'hypothèse du « garçon manquant » a été avancée pour analyser les parcours de femmes ingénieures « pionnières » des années 70.

¹⁷ Les garçons de milieu ouvrier sont ceux qui, à l'adolescence, jouissent de la plus grande liberté de sortie (Bozon, Villeneuve-Gokalp, *ibid.*).

premiers emplois – emploi stable – décohabitation et vie conjugale – naissance du premier enfant. Dans les itinéraires de ces couples, tout dénote une capacité d'anticipation. Ces femmes et leurs conjoints refusent de se laisser surprendre par les événements. Rien n'est laissé au hasard car leurs marges de manœuvre sont restreintes par leur faible niveau de qualification. La réussite de ces jeunes couples est vulnérable et ils le savent.

Au sein des milieux populaires coexistent ainsi deux modes de transition (Galland, 1997). Dans le premier, devenir adulte s'effectue par identification à la génération précédente, pour les filles, ici, à la mère. Les adolescentes passent d'un état de dépendance à des responsabilités qui sont celles des adultes sans qu'il n'y ait de période intermédiaire, où elles puissent expérimenter une autonomie progressive. Le calendrier selon lequel s'enchaînent les événements ne varie pas d'une génération à l'autre, seules les exigences du marché du travail évoluent. Dans le deuxième cas, la transition est graduelle et similaire à celle des garçons. S'installe alors une période moratoire, où s'expérimente une autonomie tant au niveau familial que professionnel. Les temporalités selon lesquelles s'enchaînent les différents événements sont profondément modifiées par rapport à celles de la génération précédente. Le report de la décohabitation procure aux jeunes les bases matérielles d'une autonomie qu'ils sont en mesure de planifier. Ces deux configurations ont des incidences en termes de socialisation professionnelle ultérieure.

DES POSSIBILITÉS INÉGALES DE SOCIALISATION PROFESSIONNELLE

L'activité est pour l'ensemble des femmes une norme qu'elles ont intériorisée. À la différence de bon nombre de leurs mères, il leur faut travailler pour exister socialement. Elles récusent la disponibilité permanente, qui caractérise la femme au foyer (Chabaud-Rychter et al., 1985) : « *Je ne pourrais pas rester chez moi à attendre que tout le monde arrive... faut que je pense à moi !* » L'inscription dans la sphère domestique, en dépit des gratifications affectives qui lui sont associées, ne confère pas une identité socialement reconnue.

Toutes les femmes enquêtées manifestent ainsi un « *rapport positif à l'activité* », entendu comme « *la*

« De fait, la différenciation des itinéraires des deux groupes de femmes relève du rapport au travail »

relève du rapport au travail (Dubar, 1994). Ce dernier se manifeste par un engagement fort dans l'activité de travail avec comme objectif l'apprentissage d'un métier au sein duquel les femmes envisagent leur avenir professionnel. Le rapport au travail se construit au cours du cursus de formation professionnelle mais également lors des premiers emplois. Leur qualité ouvre, ou non, aux femmes des possibilités de socialisation professionnelle. Le temps de l'insertion est, en effet, une succession d'étapes au cours desquelles les jeunes femmes s'engagent progressivement dans l'activité de travail. À même niveau de diplôme, l'issue de ce processus n'est pas univoque. À chaque étape, les attentes des jeunes femmes se confrontent aux temporalités mais aussi à la sélectivité du marché du travail, dont les critères ne sont pas que professionnels. Il en résulte des parcours qui divergent de manière cumulative.

L'entrechoc des temporalités pour les mères précoces

Les jeunes mères abordent simultanément deux étapes majeures : la constitution d'une famille et leur insertion professionnelle sur un marché du travail fortement sélectif. Ces étapes exigent de leur part une double mobilisation tant subjective que temporelle. La charge du jeune enfant pèse principalement sur les femmes. À la naissance de l'enfant, la division du travail s'accroît au sein des couples. Les conjoints sont d'autant moins enclins à partager les tâches domestiques que leur propre insertion est également problématique. Fréquemment en intérim, ils sont amenés à accepter des horaires atypiques ou des missions sur chantier entraînant des déplacements à la semaine. Ces conditions de travail, peu compatibles avec une vie familiale, reportent l'essentiel des charges familiales sur

position de l'individu envers l'option professionnelle » (Nicole-Dran-court, 1992, p. 73). Leur objectif est l'emploi, valorisé pour l'autonomie et le statut qu'il procure. À cet égard, rien ne distingue les deux groupes de femmes. De fait, la différenciation de leurs itinéraires

les femmes. Lors de leur recherche d'emploi, les femmes sont bridées par les contraintes horaires et leur faible mobilité géographique. Elles sont rarement titulaires du permis de conduire, encore moins d'une voiture, autant de handicaps supplémentaires : « *Je trouve des annonces mais pour trouver un vrai travail, il faut le permis ! C'est pas avec ce que je touche que je vais l'avoir !* » (Sandrine)

Nathalie est titulaire d'un CAP de cuisine. Après la naissance de son premier enfant, elle s'installe avec son conjoint dans une petite ville de l'Eure, où le couple obtient un logement en HLM. Son conjoint travaille sur des chantiers (BTP) : « *Il ne rentrait que le week-end, toute la semaine il était sur Paris* » Nathalie cherche un emploi en restauration par l'intermédiaire de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) et de la mission locale : « *Moi ce que je recherchais, c'était dans le secteur. Oui et après au niveau des horaires, il fallait déjà que ça corresponde aux heures des bus, c'est pas évident !* » Après trois mois de recherches infructueuses, Nathalie se résigne : « *Là je cherchais n'importe quoi. Que ce soit du ménage, du repassage ou en usine...* » Elle effectuera pendant trois mois un remplacement d'employée de maison chez un médecin et se retrouvera de nouveau au chômage. Après plusieurs stages, elle s'inscrit en intérim : « *J'ai fait toutes les boîtes d'intérim du coin, et des lettres à des entreprises qu'il y a dans la région. Le plus près possible pour essayer de trouver quelque chose le plus près possible. On m'a appelée et j'ai travaillé dans une usine de conditionnement juste à côté* » « *Au début, j'étais à la journée donc j'ai trouvé une voisine pour garder ma fille. Après ils ont commencé à compliquer les choses en disant : "plus la journée mais les deux huit". Donc j'ai demandé à une étudiante de garder ma fille avant la nourrice quand j'étais du matin. Entretemps, ils ont repris à la journée, ça allait bien et pof ils nous reprenaient en quarts quand ils avaient beaucoup de travail. Ils venaient nous voir à 16H45 : "demain vous commencez à 6 H du matin !" [...] L'étudiante m'a lâchée en plein milieu d'une semaine. J'ai porté ma fille le matin chez une de mes sœurs qui habite à côté [...] ça a duré deux mois, j'en pouvais plus, je ne voyais plus ma fille ! Donc là j'ai dit non ! C'est plus possible si vous me prenez, vous me prenez à la journée ! Ils m'ont dit non.* » Par le biais d'une amie, Nathalie entre ensuite comme serveuse à temps partiel dans un restaurant. À la fin de ce contrat, elle recontacte les entreprises d'intérim. « *Et puis dire aux boîtes d'intérim :*

quand vous voulez, ce que vous voulez mais avec des horaires d'école ! Parce que le problème il est là, je suis coincée à cause de ça. » Nathalie alternera des contrats courts et des périodes de chômage jusqu'à la naissance de son deuxième enfant.

La proximité ou la disponibilité temporelle priment sur la recherche d'un emploi en lien avec la spécialité de formation. L'approfondissement de la qualification initiée lors du cursus de formation s'avère impossible. Dans ce contexte, ces femmes n'ont accès qu'au segment le plus précarisé du marché du travail : emplois non qualifiés du tertiaire ou de l'industrie, temps partiels parfois très courts, CDD (contrat à durée déterminée) et missions d'intérim courtes, entrecoupées de périodes de chômage... L'insécurité salariale place les femmes dans une situation d'attente passive, où elles ne peuvent prévoir ni leurs horaires, ni leur revenu, et ce parfois à très court terme : « *J'en ai marre qu'on m'appelle le matin, de ne rien pouvoir faire de la journée en fonction du matin* » (Christelle, travail en intérim chez Renault). L'épreuve la plus difficile est, sans conteste, celle du chômage : « *Quand on vous fait mariner plus de 15 jours et que vous attendez, vous attendez, vous comptez dessus. Rester toute la journée à attendre... et puis aller à l'ANPE tous les jours, c'est pas une vie !* » (Nadège) Ce cycle constamment renouvelé d'attente suivie de frustration est générateur de déprime, souvent évoquée dans les entretiens. Les femmes sont prisonnières d'une trappe de précarité dont elles ne peuvent s'extraire : « *On ne peut pas faire autrement, on prend ce qui vient !* » (Valérie) Que ce soit dans le tertiaire ou l'industrie, les femmes sont reléguées à des tâches répétitives sous de fortes contraintes temporelles. Cet assujettissement génère un rapport instrumental au travail. En effet, comment s'engager dans un travail que l'on n'est pas sûre d'effectuer la semaine suivante et surtout pour lequel on n'est pas reconnue comme qualifiée, et parfois même comme individu tout simplement ? La souffrance sociale se manifeste dans un registre fréquemment psychique (stress, déprime, consommation d'antidépresseurs).

Les horaires atypiques dans certains secteurs et leur variabilité¹⁸ posent des problèmes récurrents de garde

¹⁸ En particulier dans la grande distribution ou encore dans l'industrie, où les délais de prévenance ne sont fréquemment pas respectés, ainsi que le montre (cf. *infra*) la situation de Nathalie.

d'enfant. Du jour au lendemain, il s'agit de trouver une garde d'enfant, tantôt le matin, tantôt le soir. Ce « bricolage éducatif », encore envisageable avec un enfant, devient impossible avec deux. Lorsque, à l'occasion de la deuxième maternité s'ouvre la possibilité de bénéficier de l'Allocation Parentale d'Éducation (APE), les femmes saisissent cette opportunité, qui les délivre de l'incertitude quotidienne et de conditions de travail éprouvantes. Christelle a travaillé en tant que caissière dans un supermarché pendant trois ans avec des contrats renouvelés à la semaine : « *Il fallait que j'attende qu'ils m'appellent, il y a des moments ils n'appelaient que pour une journée ! [...]* Là, c'est une assurance de 3 ans l'APE, tandis que le salaire ça tombait... il y a des mois c'était une bonne paye (3500 F) et des moments ça pouvait tomber à 2400 F ou à 1500 F ! » L'APE élargit l'horizon temporel en fournissant aux femmes un revenu garanti jusqu'aux trois ans du benjamin. Par le biais de l'inactivité, elles échappent momentanément à l'insécurité salariale, sans toutefois éviter la pauvreté monétaire¹⁹. Les conditions de travail que réserve le marché du travail aux jeunes mères peu qualifiées jouent un rôle décisif dans le recours à l'APE. Par comparaison avec l'ensemble des femmes éligibles à la prestation, les bénéficiaires de l'APE, issues à 80 % des catégories employées et ouvrières, étaient moins bien insérées dans leurs emplois antérieurs. Leurs statuts étaient plus précaires et leurs horaires fréquemment atypiques (Marc, 2004). Les politiques publiques se conjuguent à la flexibilité pour évincer du marché du travail les jeunes mères.

Les motifs de sortie du marché du travail sont pluriels et interagissent entre eux. Les premiers emplois ont un impact décisif. La précarité des statuts, combinée à la non qualification du travail, ne permet pas d'enclencher un processus de socialisation professionnelle. L'effet ultime est sans conteste celui du temps partiel, « *marqueur social et sexué* » (Angeloff, 2000). Face à un salaire partiel, l'attractivité de la prestation financière croît. L'échec de la primo-insertion ne fait cepen-

« *L'inactivité [de la femme] accentue la division du travail au sein du couple* »

accentue la division du travail au sein du couple. À l'issue de l'allocation, seule la moitié des femmes retourne sur le marché du travail (Simon, 2000).

■ La voie étroite de la qualification pour les femmes en emploi

L'accès à l'emploi représente également une étape problématique pour de nombreuses femmes du second groupe. Comparativement aux jeunes mères, ces femmes disposent de quelques atouts qui, pris séparément, semblent apparemment minimes. Leur cumul infléchit néanmoins les parcours. Le report des engagements familiaux accroît la disponibilité temporelle. La mobilité procurée par le permis de conduire élargit le périmètre de la recherche d'emploi. Enfin, la cohabitation prolongée avec les parents procure aux femmes une relative sécurité économique, qui les soustrait aux situations d'urgence auxquelles les jeunes mères sont confrontées.

Alexia a obtenu un CAP de vente en fruits et légumes en apprentissage. À l'issue de sa formation, elle travaille en CDD dans la grande distribution : « *J'ai rien appris, à part mettre en rayon... Les jeunes ils s'en servent pour faire la m., de toute façon ! Le petit nouveau qui arrive : tu vas faire ça et ci... C'est de l'exploitation pure et simple ! C'est le problème des grandes surfaces.* » À la fin de son contrat, elle trouve, par le biais d'une annonce dans le journal, un emploi de télé-prospection (vente d'antennes satellite). « *J'étais à mi-temps payée au salaire minimum et il y avait une petite commission quand le représentant faisait une vente donc on nous poussait à vendre du matériel... On était dans un bureau, on était une trentaine et on passait des coups de téléphone aux*

¹⁹ L'allocation fournit un revenu de substitution à hauteur de 57 % du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) jusqu'aux trois ans de l'enfant. La pauvreté monétaire est définie en France par l'Insee à 50 % du salaire médian (salaire qui partage l'effectif des salariés en deux parties égales).

²⁰ Période de trois ans fréquemment reconduite en raison d'une troisième maternité.

gens pour leur vendre des antennes. C'était mal payé. C'était un truc de fou, quoi ! » Alexia donne sa démission. Elle cherche pendant quelques mois un autre emploi, sans succès. « Je trouvais pas de travail donc j'ai repris la télé-prospection (dans une autre entreprise), ce qu'il y avait, c'était ça ! ». Un an après, la deuxième entreprise fait faillite et licencie ses salariés. Alexia reste plus de six mois au chômage. Habitant encore chez ses parents, elle refuse de travailler dans les conditions qu'elle a connues antérieurement. « Je voulais un vrai emploi, un CDI à temps plein ! » Une usine métallurgique située à une trentaine de kilomètres recrute en CDI (contrat à durée indéterminée). Alexia saisit l'occasion, même si ce travail difficile s'effectue en quarts. Elle se marie après l'obtention de son CDI et attendra d'avoir intégré une équipe de jour pour donner naissance à sa première fille.

Le passage par l'industrie est un moyen d'échapper à la précarité des statuts du tertiaire non qualifié. Il n'est cependant pas une garantie de progression ultérieure, en raison de la raréfaction des carrières ouvrières (Beaud, Pialoux, 1999), et notamment celles qui s'ouvrent aux femmes. Certaines femmes demeureront bloquées dans des postes d'ouvrières spécialisées ; d'autres, comme Alexia,

*« Initiée dans la
famille d'origine, la
détermination à
acquérir une
qualification est la
ligne directrice qui
anime les itinéraires
des femmes »*

verront s'ouvrir des opportunités internes, dont elles sauront s'emparer. En effet, la mobilisation de ces femmes ne se limite pas à la recherche d'emploi. Leur engagement professionnel est décisif. Initiée dans la famille d'origine, leur détermination à acquérir une qualification est la ligne directrice qui anime leurs itinéraires. Cette qualification se situe soit en décalage avec leur formation initiale, en fonction des opportunités qui s'ouvrent à elles dans l'entreprise, soit en adéquation avec celle-ci.

Bien qu'elle soit la plus jeune de son atelier, Alexia se distingue rapidement de l'ensemble de ses collègues par sa volonté d'apprendre (dans un premier temps la soudure). « Mes collègues, c'est des gens, ils ont rien dans les mains ! » Peu à peu, la direction lui propose

quelques remplacements sur d'autres postes : « Ils essayent de donner un peu de chance à des personnes qui veulent évoluer, donc moi je suis polycompétente. C'est voir quand il y a un problème de qualité, remplir les papiers etc. Je me suis proposée et entre deux je fais des remplacements au service ressources humaines. Parce que là c'est pareil, il y a eu un recrutement interne pour remplacer les personnes en congé. J'ai fait le test et j'ai été retenue. Donc, tous les ans, j'y vais 3 ou 4 semaines pour les remplacer. J'y suis allée la première fois un mois pour qu'on me forme. » L'espoir d'Alexia est d'intégrer à terme le service des ressources humaines.

Nombreuses sont les femmes qui, comme Alexia, progresseront pas à pas dans la file d'attente du marché du travail. Le cheminement vers un emploi qualifié s'apparente à un franchissement d'obstacles successifs. Chaque poste n'est pas une fin en soi mais une étape d'un parcours, envisagé à terme. Par la sécurité économique qu'il procure, le caractère séquentiel de ce parcours favorise l'inscription dans un horizon à moyen ou long terme, où les événements familiaux s'articulent aux temporalités de l'insertion.

D'autres femmes, en revanche, seront en mesure de persévérer dans leur spécialité d'origine. La correspondance entre la formation initiale et les emplois successivement occupés est emblématique des professions réglementées²¹ (Coupié, Lopez, 2005). Dans d'autres spécialités, telles que la cuisine, la boulangerie, la pâtisserie... ou même la vente, le modèle professionnel, orienté vers l'artisanat, demeure néanmoins une référence pour les salariés, même s'il correspond de moins en moins à la réalité²². Le modèle du métier, initié dans la famille d'origine, structure l'horizon professionnel des jeunes femmes. Le choix de la spécialité a, certes, rarement été effectué par goût mais en référence à la qualité du maître de stage. Pour les femmes, l'enjeu est l'accès à un métier, indépendamment de sa spécia-

²¹ Où la réglementation ferme le marché : cas de la coiffure, esthétique, aide-soignante, auxiliaire de puériculture où seules les titulaires d'un diplôme professionnel peuvent être recrutées. Il n'en demeure pas moins que si on analyse les destinées, toutes les diplômées ne travaillent pas nécessairement dans leur spécialité, comme nous avons pu le constater dans notre échantillon (coiffure, esthétique).

²² Notamment en raison des évolutions du tertiaire (commerce, restauration...).

lité. Le maintien dans la même voie rend possible l'acquisition d'une qualification. Celle-ci est le levier de leur itinéraire professionnel.

À l'issue de leur formation, quelques femmes se sont vues proposer une embauche. La période d'apprentissage est pour certaines entreprises²³ un moyen de former mais aussi de sélectionner la main-d'œuvre. Ainsi, Charlotte effectue un CAP vente en apprentissage dans un magasin familial de réparation et de vente d'électroménager : « *Moi l'avantage c'est qu'à l'école on m'a expliqué des choses que j'ai pu faire dans l'entreprise. J'appliquais vraiment ce que je faisais. Parce qu'il y a beaucoup d'élèves qui ne le faisaient pas. Ils ont des acquis qu'ils n'ont jamais appliqués. Je suis sûre que maintenant on les revoit, c'est perdu ça ! Ce sont des choses qu'ils n'ont jamais approfondies* » À l'issue du CAP, l'entreprise entend la garder. Le patron lui propose de poursuivre sa formation en effectuant un BEP en alternance chez eux : « *J'ai entamé deux ans de BEP juste derrière toujours dans la même entreprise. Je l'ai eu aussi et puis j'ai été embauchée suite à ça en fait. Je suis restée dans la même entreprise depuis (10 ans). Le travail m'intéressait, je n'avais pas de raison d'aller voir ailleurs !* » Progressivement, le travail de Charlotte évolue, même si sa rémunération ne progresse pas au même rythme : « *Au départ, je faisais beaucoup de vente. Je répondais au téléphone quand même. Maintenant je fais tout ce qui est commande de matériel, gestion des stocks, je fixe les prix, les marges... [...] Mon patron (technicien), il vient me voir pour me demander combien il faut qu'il fasse de remise à un client. Pourtant, c'est mon patron ! Quand un client veut une remise, il dit toujours : allez voir ma secrétaire parce que je n'y connais rien !* » Bien que sa compétence soit reconnue, la carrière de Charlotte est bornée par le statut familial du magasin.

D'autres parcours se caractérisent par une mobilité professionnelle. Nathalie changera à plusieurs reprises de salon de coiffure afin d'enrichir son expérience. Katia travaillera successivement dans deux restaurants en raison d'un changement de propriétaire, Sophie dans deux pharmacies... Ces flux de mobilité sont principalement horizontaux. La voie de la promotion salariale est en effet étroite en raison du rétrécissement

des marchés professionnels²⁴, accessibles à partir d'un CAP/BEP du tertiaire (Couppié, Lopez, *ibid.*). La mise à son compte condense les espoirs d'ascension sociale. Le succès de ce projet réside dans l'association des deux conjoints (Bertaux-Wiame, 1982). Les hommes en sont les instigateurs, alors que les femmes sont initialement réticentes.

Stéphanie a travaillé successivement dans deux boulangeries. Son conjoint, Thomas, titulaire d'un CAP de service en salle, a été serveur pendant quatre ans dans un restaurant gastronomique à l'étranger. Il a été embauché depuis comme sommelier dans un restaurant rouennais. Chacun des deux conjoints dispose d'une petite épargne, accumulée dès leur apprentissage. Une boulangerie est à reprendre à proximité de chez eux. « *J'aurais pu acheter il y a quatre ans... mon mari voulait.* » Stéphanie hésite longuement et finalement renonce : son travail est intéressant, le salaire est correct, l'ambiance est bonne... elle n'ose prendre de risques et préfère la sécurité du salariat. Thomas envisage un an après de reprendre une épicerie buvette, où il pourrait créer une cave. Il propose à Stéphanie de s'associer. « *Mon mari m'a dit : " Je te pousse pas, si tu ne veux pas... mais réfléchis ! " J'ai beaucoup hésité, je me disais : est-ce que je vais être capable ? J'avais toujours été derrière un patron et là ça va être moi la propre patronne, il va falloir faire la compta, il faut suivre... Et puis j'ai dit, bon, on va essayer ! Au début ça fait peur d'être à son compte parce qu'on se dit : est-ce qu'on va y arriver ? Et au fur et à mesure qu'on avance, on se dit : après tout c'est pas si mal que ça ! C'est pas du tout le même travail, c'est intéressant !* » Thomas et Stéphanie s'associent sous la forme juridique d'une SNC²⁵, où chacun détient individuellement des parts. « *J'avais un peu d'argent de côté. Cet argent était à moi. Thomas a plus de parts que moi* ». Thomas se lance dans le commerce de vin à destination des bars-restaurants. « *Moi c'est surtout la vente de détail, j'ai une cave en bas, j'ai le bar, l'épicerie et le tabac. L'épicerie c'est surtout en dépannage, bon ça ne marche pas... c'est surtout la cave qui marche. Moi c'est les particuliers et mon mari les professionnels. C'est lui qui passe les commandes, car j'y*

²³ Notamment dans le petit commerce et les PME.

²⁴ Où l'accès à l'emploi est étroitement lié au diplôme.

²⁵ Société en Nom Collectif.

connais rien, et il fait les livraisons » L'endettement soumet le couple à un rythme de travail intense, qui ne laisse aucune place aux loisirs. Il n'a qu'un seul enfant à ce jour.

L'installation demeure une voie de mobilité ascendante pour les ouvrier(e)s et employé(e)s, au prix, certes, d'une intense mobilisation. Cependant, les femmes hésitent à s'engager seules sur ce territoire encore très masculin²⁶, où elles se sentent peu légitimes.

La voie menant à la qualification est particulièrement étroite pour les jeunes de niveau CAP/BEP. Elle s'effectue de manière séquentielle. Chaque étape est une progression dans la file d'attente des emplois mais aussi de la qualification. Celle-ci est un processus qui s'étire dans le temps, où la formation initiale et l'expérience sont complémentaires (Vernières, 1997). Plus encore que les autres, les diplômes professionnels de niveau V ne sont pas en eux-mêmes gages de qualification ; ils sont une propédeutique à une expertise qui s'acquiert peu à peu au cours de la carrière. L'apprentissage en situation a une place centrale dans ce modèle. La qualité des situations de travail, lors de l'apprentissage puis lors des premiers emplois, est néanmoins décisive. Elle est une condition de la socialisation professionnelle. L'appui des parents et la sélectivité dont ils font preuve lors de la recherche du maître de stage prennent ici tout leur sens.

* *
*

Au terme de cette analyse se dégagent deux configurations de transition familiale et professionnelle. La première est caractérisée par l'inscription des femmes dans un horizon à court terme, où les rythmes familiaux obéissent à leur logique propre. La simultanéité des transitions pénalise l'accès à l'emploi. La flexibi-

lité, conjugée à la politique familiale, évince peu à peu les mères précoces du marché du travail.

Dans la seconde configuration, les femmes s'alignent sur le modèle masculin, où les rythmes professionnels sont non seulement articulés à ceux de la famille, mais aussi bien souvent en règlent le tempo. La décohabitation différée autorise des solidarités familiales qui protègent les jeunes de l'insécurité économique et élargit leur champ temporel.

Une indifférenciation sexuée de l'éducation dans la famille constitue le levier d'une transformation des biographies féminines. Au sein du milieu étudié, cette éducation ne joue guère aujourd'hui sur le rapport à l'emploi, mais plutôt sur la dissociation entre la féminité et la maternité, qui ouvre l'horizon féminin. L'engagement dans la formation professionnelle, le report des engagements familiaux, la qualité des premiers emplois sont autant de pas qui jalonnent les parcours menant à des emplois qualifiés.

Parler de levier signifie que nous nous situons dans un modèle de causalité séquentielle, où chaque étape n'est pas en elle-même déterminante. Elle crée des conditions propices à la suivante. Elle n'est néanmoins qu'un pas sur un itinéraire qui peut à chaque moment être abandonné (Becker, 2002). Ce n'est qu'*a posteriori* qu'une cohérence s'impose. La méthode même de constitution de l'échantillon, construit sur la base d'un point d'arrivée (inactivité versus emploi qualifié) tend, certes, à survaloriser cette cohérence, en évinçant de l'analyse toutes les situations intermédiaires. À ce titre, les processus mis en évidence ne sont que des idéaux-types, entre lesquels se déploie un continuum de situations. Néanmoins, ils mettent en évidence un mouvement de rationalisation des transitions, induit par la sélectivité du marché du travail. L'ajustement des biographies aux temporalités professionnelles passe par la subordination de la vie privée à une rationalité dont la finalité est la sécurité économique. ■

*« Une indifférenciation
sexuée de l'éducation
dans la famille
constitue le levier
d'une transformation
des biographies
féminines »*

²⁶ Alors que les femmes représentent 45 % de la population active occupée, elles ne constituent que 32 % des indépendants. Cette part chute à 25 % une fois retirées les aides-familiales et agricultrices (A. Fouquet, 2005).

Bibliographie

- Angeloff T. (2000), *Le temps partiel ; un marché de dupes ?*, Syros, Paris.
- Bajos N., Ferrand M. (2005), « Contraception et avortement », *Femmes, Genre et sociétés, l'état des savoirs*, M. Maruani (dir.), La Découverte, Paris, pp. 114-121.
- Battagliola F., Brown E., Jaspard M. (1997), « Être parent jeune : quels liens avec les itinéraires professionnels ? », *Économie et Statistique*, n° 304-305, pp. 191-207.
- Beaud S. (2003), *80 % au bac... et après*, La Découverte, Paris.
- Beaud S., Pialoux M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris.
- Becker H.S. (2002), *Les ficelles du métier*, La Découverte, Paris.
- Bertaux D. (1997), *Les récits de vie*, Nathan, Paris.
- Bertaux-Wiame I. (1982), « L'installation dans la boulangerie artisanale » *Sociologie du travail*, n° 1, pp. 8-22.
- Bozon M. (2005), « Femmes et sexualité, une individualisation sous contrainte », *Femmes, Genre et sociétés, l'état des savoirs*, M. Maruani (dir.), La Découverte, Paris, pp. 105-113.
- Bozon M., Villeneuve-Gokalp C. (1995), « Les parents favorisent-ils également l'émancipation des garçons et des filles ? », *Recherches et prévisions*, n° 40, pp. 65-77.
- Chabaud-Rychter D., Fougeyrollas-Schwebel D., Sonthonax F. (1985), *Espace et temps du travail domestique*, Presses de l'Université de Laval, Québec.
- Chamberlayne P., Bornat J., Wengraf T. (2000), *The turn to biographical methods*, Routledge, Londres, New-York.
- Couppié T., Lopez A. (2005), « Les diplômes professionnels de niveau Cap/Bep dans l'archipel des employés : une reconnaissance en baisse ? » in *Des formations pour quels emplois ?*, Giret J.-F. et al. (dir.), La Découverte, Paris, pp. 179-188.
- Demazière D., Dubar C. (1997), *Analyser les entretiens biographiques*, Nathan, Paris.
- Dubar C. (1994), « L'insertion comme articulation temporelle du biographique et du structurel », *Revue Française de Sociologie*, n° 35-2, pp. 283-291.
- Ferrand M., Imbert F., Marry C. (1999), *L'excellence scolaire : une affaire de famille*, L'Harmattan, Paris.
- Fouquet A. (2005), « Les femmes chefs d'entreprise : le cas français », *Travail, Genre et Sociétés*, n° 13, pp. 31-43.
- Galland O. (1997), *Sociologie de la jeunesse*, A. Colin, Paris.
- Geertz C. (2003), « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture » in *L'enquête de terrain*, Céfaï D. (dir.), La Découverte/Mauss, Paris, pp. 208-233.
- Hughes E.C. (1996), *Le regard sociologique*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- Marc C. (2004), « L'influence des conditions d'emploi sur le recours à l'APE ; une analyse économique du comportement d'activité des femmes », *Recherches et prévisions*, n° 75, pp. 21-38.
- Mauger G. (1995), « Jeunesse : l'âge des classements. Essai de définition sociologique d'un âge de la vie », *Recherches et prévisions* n° 40, pp. 19-36.
- Meron M. (2003), « L'apport des données longitudinales à l'étude des liens entre marché du travail et vie familiale », *Documents séminaires n°171 : « Les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, 10^e journées d'étude Cereq-Lasmas- Institut du longitudinal, Caen 21-22-23 mai 2003 »*, pp. 106-120.

Nicole-Drancourt N. (1992), « Mode de socialisation et rapport à l'activité », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, pp. 71-77.

Pollak M. (1986), « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62/63, pp. 30-53.

Schwartz O. (1990), *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, PUF, Paris.

Simon M.-O. (2000), « La réinsertion professionnelle des premières bénéficiaires de l'APE au titre de leur

deuxième enfant », *Recherches et prévisions*, CNAF, pp. 25-30.

Terrail J.-P. (1995), *La dynamique des générations*, L'Harmattan, Paris.

Testenoire A., Trancart D. (2001), « Les jeunes de bas niveau de qualification (V, Vbis et VI) face à l'emploi : une comparaison Haute-Normandie/France », *Notes de travail « Génération 92 »*, n° 16.

Vernières M. (1997), *L'insertion professionnelle*, Economica, Paris.

Résumé

Les temps de l'insertion ; itinéraires de jeunes femmes de milieu populaire

Armelle Testenoire

Comment se différencient les itinéraires d'insertion des jeunes femmes de milieu populaire ? Les parcours professionnels s'intègrent dans un processus plus large de transition à l'âge adulte. La méthode biographique permet d'appréhender l'interférence des calendriers familiaux et professionnels. La manière dont ces temporalités s'entrechoquent ou au contraire s'enchaînent est révélatrice du mode de socialisation, sexué ou non, dans la famille d'origine. Il en résulte des itinéraires professionnels en contradiction ou non avec les exigences du marché du travail. À même niveau de qualification et origine sociale similaire, la différenciation des parcours des jeunes relève d'un modèle de causalité séquentielle. Ainsi, chaque étape n'est pas en soi déterminante mais ouvre la voie à la suivante, au cours d'un itinéraire qui parfois bifurque.

Mots clés

Cheminement professionnel, récit de vie, employé, ouvrier, relation famille-travail, division sexuelle du travail

Journal of Economic Literature : J16, J13, J24